

Inégalités : jusqu'où doit-on s'en inquiéter ?

24 janvier 2008

Jusqu'où s'inquiéter des inégalités ? La question peut paraître provocatrice dans un pays où certains vivent avec seulement quelques centaines d'euros tandis que d'autres perçoivent plusieurs millénaires de SMIC par an ([voir notre article](#)). Pourtant, elle mérite d'être posée car il y existe bien des limites à l'égalisation des conditions. Au fond, personne aujourd'hui ne croit à l'égalité. Plus personne ne revendique l'égalité des salaires, ni l'égalité des notes à l'école. L'« égalitarisme » mis en avant comme un épouvantail est un leurre. La question qu'on doit se poser est bien de savoir quelles sont les inégalités « injustes ».

Même si notre pays demeure d'une très grande inculture en matière de statistiques, on commence à produire des éléments de plus en plus concrets sur le sujet des inégalités. Beaucoup reste à faire notamment par rapport aux pays libéraux comme les États-Unis ou le Royaume-Uni, mais le travail de l'Observatoire des inégalités ou d'autres comme le Réseau d'alerte sur les inégalités et le BIP40 permet d'en savoir un peu plus. De son côté, l'Insee diffuse un nombre croissant de données sur les revenus.

Les données dont on dispose permettent de dresser un panorama de la France qui va globalement mieux, où il y a moins d'inégalités. Si on se contente des chiffres officiels, les inégalités de revenus et la pauvreté sont demeurées stables au cours des dix dernières années. Les salaires des femmes rattrapent ceux des hommes. Les scolarités s'allongent. Voici qu'aujourd'hui, le chômage diminue [1]

Il est vrai que dramatiser n'est pas une bonne solution. En France, il n'y a pas sept millions de travailleurs pauvres comme certains l'ont indiqué. On n'assiste pas à une « explosion » des inégalités de revenus. L'école reste un outil fondamental de mobilité sociale et ne fabrique pas des « crétins » comme il a pu être écrit. Notre système de soin est parmi les plus développés du monde. La France demeure un pays riche qui est l'un de ceux qui protège le mieux les personnes démunies : la situation des plus défavorisés y est incomparablement meilleure qu'aux États-Unis ou en Angleterre. Dramatiser nuit à la crédibilité de l'information elle-même et notamment auprès des populations défavorisées. L'exagération finit par tuer la réalité du phénomène lui-même. Toute la difficulté est d'élaborer un tableau « raisonné » d'un phénomène social qui heurte les valeurs de nombreux citoyens.

Pourtant, il suffit de se pencher sur les détails pour montrer que le panorama offert par les chiffres officiels est trompeur. Les données sur les revenus dont on dispose sont très partielles. La faible interrogation française sur cette partialité est elle-même préoccupante. Le fait qu'un nombre très restreint de personnes s'inquiète de connaître la réalité des données en dit long sur la démocratie française et ses élites qui préfèrent le plus souvent se payer de bons mots. Cette méconnaissance des revenus a un gros avantage : elle permet à tout le monde d'avoir raison en même temps, à la fois ceux qui estiment que les inégalités diminuent comme ceux qui estiment qu'elles explosent.

Si l'on intégrait l'ensemble des revenus du patrimoine, on observerait une hausse des inégalités au cours des dernières années et donc une première matière d'inquiétude même si cette hausse n'est pas une explosion ([voir l'évaluation des revenus incluant les revenus du patrimoine](#)). Les instruments de mesure eux-mêmes sont discutables. Prenons l'exemple du rapport inter-décile, le rapport entre le revenu minimum des 10 % les plus aisés et le revenu maximum des 10 % les plus pauvres. On oublie qu'il mesure les inégalités relatives (le rapport entre différentes catégories de populations) mais quid des inégalités nominales (la différence en euros entre ces catégories) et de leur évolution ? Entre 1996 et 2005, le dixième des ménages les plus pauvres a gagné 1 100 euros de plus par an. Le dixième des plus riches a gagné 5 800 euros. L'écart - ces inégalités nominales de revenus - s'est accru de 4 700 euros. Or, on ne vit pas de pourcentages mais on vit bien d'euros. Ces données sont totalement passées sous silence alors qu'elles permettent de comprendre le ressentiment d'une partie de la population.

On peut faire à peu près le même type d'opération dans un grand nombre de domaines. Concernant les inégalités homme-femme, très longtemps on a oublié la place du temps partiel. Il existe différents niveaux de mesure de l'écart : les inégalités en temps complet toutes choses égales par ailleurs (comme l'expérience, le diplôme, etc.), les inégalités de salaires pour des temps complets incluant les autres facteurs, et les écarts de « revenu salarial », tous temps de travail confondus, qui comprend le temps partiel, parfois subi et parfois choisi. Même chose d'un point de vue scolaire. L'allongement de la scolarité est plus important pour les plus favorisés : le premier décile de la durée de scolarité s'accroît moins que le neuvième décile. Les inégalités de durée de scolarité augmentent. Enfin, les moyennes masquent certaines disparités. Les moyennes par âge, les moyennes par catégorie sociale, les moyennes territoriales, cachent une part importante des phénomènes sociaux.

La France est entrée dans le mouvement - que les États-Unis ont connu dès les années 60 - de hausse des inégalités et d'arrêt de la baisse de la pauvreté mais aussi, on ne le souligne pas assez, de précarisation des horizons de vie. Cette précarité, contrairement à un discours assez répandu, n'est pas diffusée de la même façon dans la société mais elle est aussi inégalitaire, en particulier, en fonction du niveau de diplôme. Là encore, il ne s'agit pas d'un tremblement de terre, d'une explosion des inégalités, mais le retournement d'une tendance qui marque l'opinion, après une période de réduction forte des inégalités dans les années 70. En termes de mobilité sociale, le simple fait qu'il y ait une pause crée du ressentiment dans la population et notamment au sein des classes moyennes issues de milieux défavorisés.

S'il y a une raison majeure de s'inquiéter, c'est que les politiques publiques vont désormais dans le sens de la hausse des inégalités. Prenons quelques exemples. D'abord les réductions d'impôts : On s'accorde aujourd'hui de plus en plus sur leur absence d'effet économique, au-delà du grossissement de l'épargne de certaines catégories. Même les milieux boursiers semblent ne plus y croire, si l'on en juge les réactions au plan Bush de diminutions des taxes de janvier 2008. Selon les simulations réalisées par l'Assemblée nationale, avec le bouclier fiscal accru à l'été 2007, 1 000 contribuables dont le patrimoine est supérieur à 15 millions d'euros se verront octroyer une réduction d'impôt de 270 000 euros chacun. Voici qui peut inquiéter. Dans le même temps, un million de personnes, selon la fondation Abbé Pierre, vivent en France dans des conditions de logement

précaire.

Le contrepoint des baisses d'impôts dans le domaine scolaire est la mise en place des filières de plus en plus précoces dans le parcours scolaire. Un retournement historique. On a eu un apogée de l'unification dans les années 80 avec l'indifférenciation de la classe seconde. Ensuite, petit à petit, on revient en arrière en séparant les cursus de plus en plus tôt. Toutes les études montrent que plus on demande aux familles de choisir une orientation précoce, plus on produit *in fine* des inégalités sociales importantes. Notamment parce que les familles les plus défavorisées sont mal informées des possibilités qui existent, intériorisent l'échec dans les filières les plus réputées. C'est le cas en Allemagne où le tri se fait en fin de primaire, mais le pays permet une 2ème chance au cours de la vie professionnelle, chose le plus souvent impossible en France.

Analyser la situation de la société française n'est pas simple entre, d'un côté la négation de certaines évolutions et de l'autre, leur dramatisation. S'ajoute à cela l'inculture statistique de notre pays en général. La menace pour le modèle français, c'est que les politiques publiques nous fassent suivre un modèle anglo-saxon du point de vue des revenus et de l'autre côté un modèle Rhénan du point de vue de l'éducation. Si on essaie tant bien que mal de regarder les données statistiques, ils sont dans les deux cas les plus inégalitaires.

* Ce texte est adapté d'une intervention réalisée lors du Colloque organisé par le Centre d'analyse stratégique sur « Les nouvelles réalités sociales de l'Europe », à Paris le 22 octobre 2007.

[1] Pour la petite histoire, pour avoir présenté cette situation une partie de l'un de nos textes a été repris dans un manuel scolaire de terminale de sciences économiques et sociales et par un grand hebdomadaire français annonçant la baisse des inégalités ...

-
- Emplacement :
 - Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Inegalites-jusqu-ou-doit-on-s-en-inquieter>